

# Le Canada et l'Afrique

CAL  
EA965  
C11  
#5, juin/80  
DOCS

LIBRARY E A / BIBLIOTHÈQUE A E  
3 5036 01030097 1

LIBRARY DEPT. OF EXTERNAL AFFAIRS  
MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES





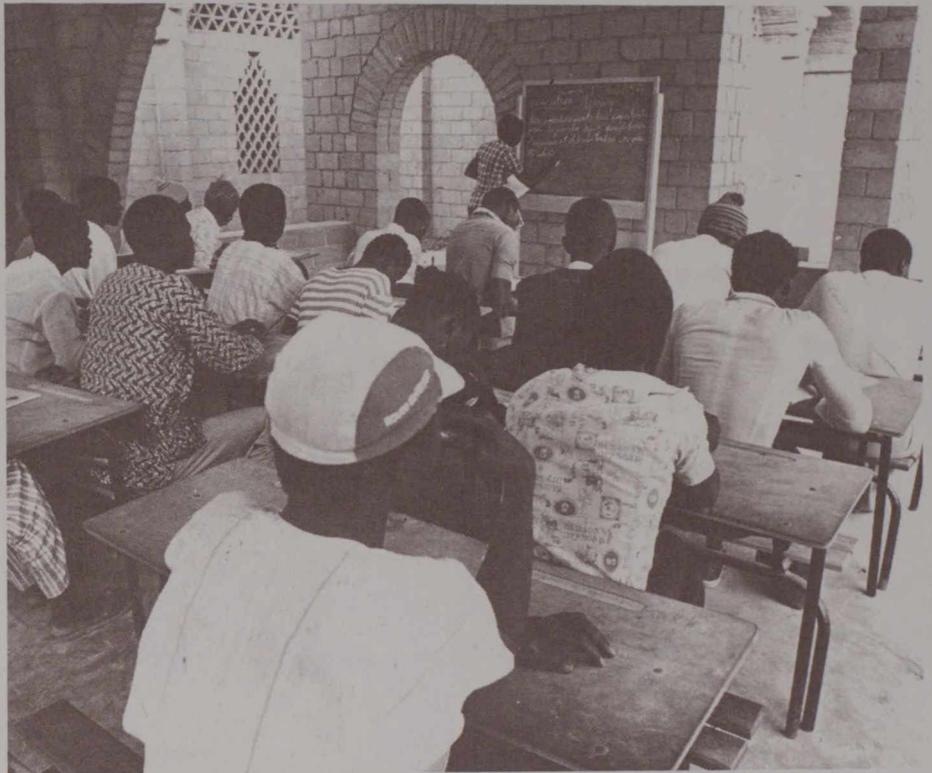
# Centre du livre pour outremer

*Pour le partage du savoir*

**C**REE il y a à peine une douzaine d'années, le Centre du livre pour outremer (CLO) est resté fidèle au principe qui a présidé à sa naissance : la nécessité de partager avec les pays en voie de développement les abondantes richesses du Canada. L'action du CLO s'inscrit dans la tradition du service à la collectivité, une collectivité à l'échelle mondiale, et consiste à offrir des dons de livres aux institutions des pays en voie de développement, dans tous les continents du monde entier. Par exemple, au cours de l'année scolaire 1977-78, le CLO a offert des livres à 1.229 institutions dans 80 pays et effectué, en tout, plus de deux mille expéditions. En Afrique francophone, au moins 16 pays ont déjà pu bénéficier de ses dons. En 1979, quelque 300 tonnes de matériel didactique ont été acheminées aux divers récipiendaires.

Les programmes de dons de livres du CLO sont réalisés grâce aux contributions et aux efforts de nombreux individus et groupements professionnels au Canada. Parmi les donateurs de livres, de papier et de matériel didactique, figurent de nombreuses maisons d'édition, commissions scolaires et librairies. De nombreuses banques canadiennes, la fédération des professeurs du Canada et en particulier les organismes et agences tels que l'ACDI, le CRDI, OXFAM et le SUCO contribuent, sous forme d'aide financière et d'équipement, aux projets du CLO. Le travail de collecte, d'emballage et d'expédition est entièrement fait par des personnes bénévoles, sous la direction du bureau national situé à Ottawa.

La distribution de livres et de matériel éducatif dans les institutions des pays en voie de développement permet au CLO de travailler main dans la main avec les éducateurs des pays moins favorisés et de les appuyer dans leur travail quotidien. Ainsi le CLO a pu soutenir, au Lesotho, dans le cadre de ses projets spéciaux, les activités du Centre du livre Mazenod. Ce centre a obtenu, en 1978, une aide financière du CLO pour publier une série de textes sur l'hygiène, intitulée «Toi et ta santé», et destinée aux



● *Le C.L.O. considère l'analphabétisme comme un immense gaspillage de ressources humaines*

écoles primaires. Au Botswana, le CLO a participé, de concert avec le Service universitaire canadien d'outremer (SU-CO) et avec l'appui financier de la fondation Muttart d'Edmonton, à un programme intitulé «Programme de recherche sur l'instruction des femmes», au «Botswana Extension College». A l'opposé des méthodes traditionnelles, ce programme éducatif innovateur est orienté vers les études pratiques. Les méthodes de travail sont présentées sous forme de discussions socio-économiques concernant le besoin d'eau, la production agricole, la couture, l'alimentation, etc.

Le CLO continue également de soutenir les publications nationales et à fournir aux étudiants et aux institutions les fonds et le matériel nécessaires à leurs programmes éducatifs. Au Bangladesh, le CLO a participé à la publication de brochures en vue de promouvoir

l'apprentissage de l'agriculture et de la pêche. Il a fourni 10 tonnes de papier pour l'impression de ces mêmes brochures.

Dans un monde en constante et rapide évolution technologique, il devient de plus en plus difficile de participer aux événements de son milieu sans un minimum d'instruction. Les analphabètes, où qu'ils se trouvent, n'ont que très peu de moyens pour améliorer leur sort. Le CLO considère l'analphabétisme comme un immense gaspillage de ressources humaines et tâche, par ses programmes de dons de livres et de matériel éducatif, de paver la voie à l'instruction en milieu rural.

**CENTRE DU LIVRE POUR  
OUTREMER**

323, Rue Chapel  
Ottawa, Ontario  
Canada K1N 7Z2



# La coopération canado-ivoirienne

*Echanges entre partenaires égaux*

**L**A coopération canado-ivoirienne a considérablement évolué depuis quelques années. Elle a dû s'ajuster au développement économique rapide que connaît la Côte d'Ivoire. Il est normal, en effet, que tout programme de coopération tienne compte du niveau de développement du pays impliqué car la coopération se veut l'un des volets d'une relation bilatérale entre partenaires égaux.

Depuis dix ans, l'Agence canadienne de développement international (ACDI), s'est efforcée d'appuyer l'action ivoirienne dans les secteurs de la forêt, des mines, de l'agriculture, des services ruraux et de l'éducation. Plus de 1,2 milliards de francs CFA furent consacrés à la réalisation d'un programme d'hydraulique rurale (forage de puits à l'intérieur du pays), et 1,7 milliards de francs CFA pour un programme de télévision scolaire. Mentionnons également la construction de la bibliothèque nationale d'Abidjan qui fut officiellement remise aux autorités ivoiriennes en juin 1977, lors de la visite en Côte d'Ivoire de l'Honorable Jean-Pierre Goyer, alors ministre chargé des Relations avec les pays francophones dans le gouvernement canadien. Par la suite, les autorités ivoiriennes et les dirigeants de l'ACDI se sont mis d'accord sur la nécessité de concentrer les efforts de la coopération canadienne dans certains secteurs bien précis, mettant à profit la technologie et l'expertise canadiennes. Il s'agit principalement des secteurs miniers, de l'énergie, des transports et du tourisme.

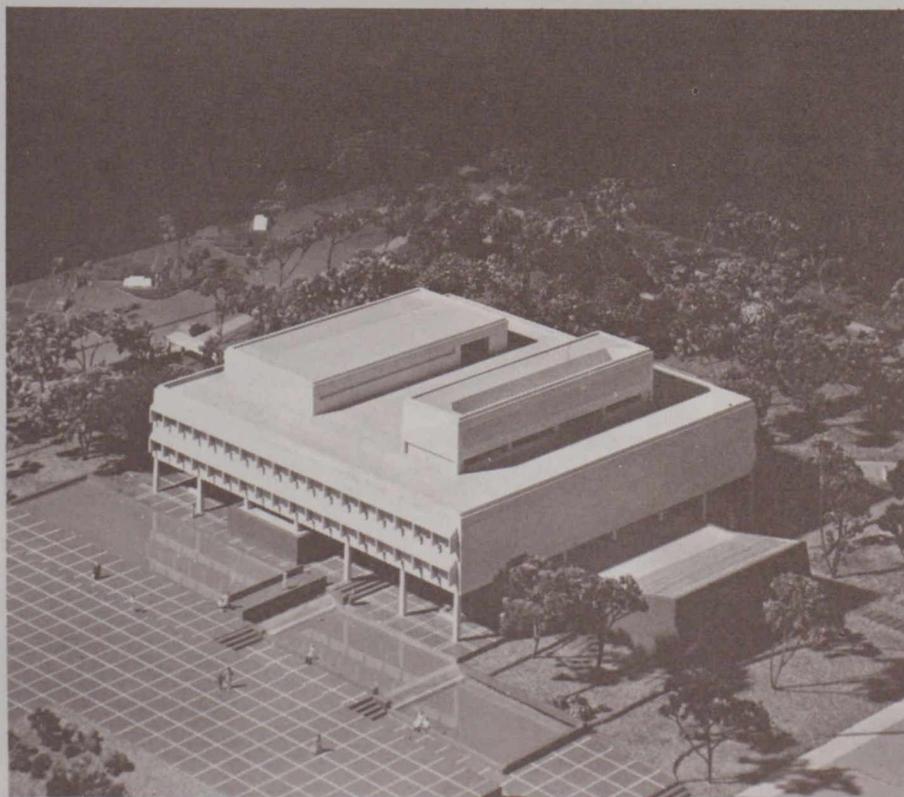
La coopération dans le secteur minier remonte à 1972. Elle consiste en la réalisation de relevés aériens permettant de produire des cartes géographiques détaillées du territoire ivoirien. Des relevés ont été effectués récemment dans des zones fort prometteuses. Une fois la richesse du sous-sol ivoirien bien établie et cataloguée, son exploitation rationnelle pourra contribuer au développement de l'économie ivoirienne. Dans le secteur des transports, la Régie Abidjan-Niger (RAN) a pris récemment livrai-

son de 19 locomotives et de 210 wagons construits au Canada par les compagnies National Steel Car et General Motors. Cette livraison du matériel roulant constitue le premier élément d'un projet de modernisation des installations de la RAN. L'ACDI assure le financement de ce projet d'une valeur totale de 6,2 milliards de francs CFA, qui s'échelonne sur 4 ans et comprend également la fourniture de 7.800 tonnes de rails, la réalisation d'une étude de réseau et la prestation d'assistance technique. Une deuxième phase est présentement à l'étude. Celle-ci comprendrait notamment la construction de gares de triage et d'ateliers pour l'entretien des locomotives. Ce projet a fait l'objet de discussions entre les autorités responsables lors de la visite en Côte d'Ivoire de l'Honorable Martial Asselin.

Deux autres secteurs de coopération

attirent également l'attention. Depuis plusieurs années, l'ACDI et l'Energie Electrique de Côte d'Ivoire (EECI) collaborent à la réalisation de divers projets d'électrification. L'ACDI fournit plus précisément l'ingénierie et l'équipement nécessaires à l'électrification de certaines régions de l'intérieur de la Côte d'Ivoire et assume la surveillance des travaux. Après avoir complété les projets de lignes de transmission Transkossou (1,2 milliards de francs CFA) et Bondoukou (600 millions de francs, l'EECI et l'ACDI en sont à la réalisation du projet Kossou-Daloa (700 millions de francs CFA). Notons que tous ces projets font l'objet de prêts sans intérêts de la part de l'ACDI et que les conditions de ces prêts sont telles qu'ils équivalent pratiquement à des dons.

D'autre part, deux autres projets d'élec-

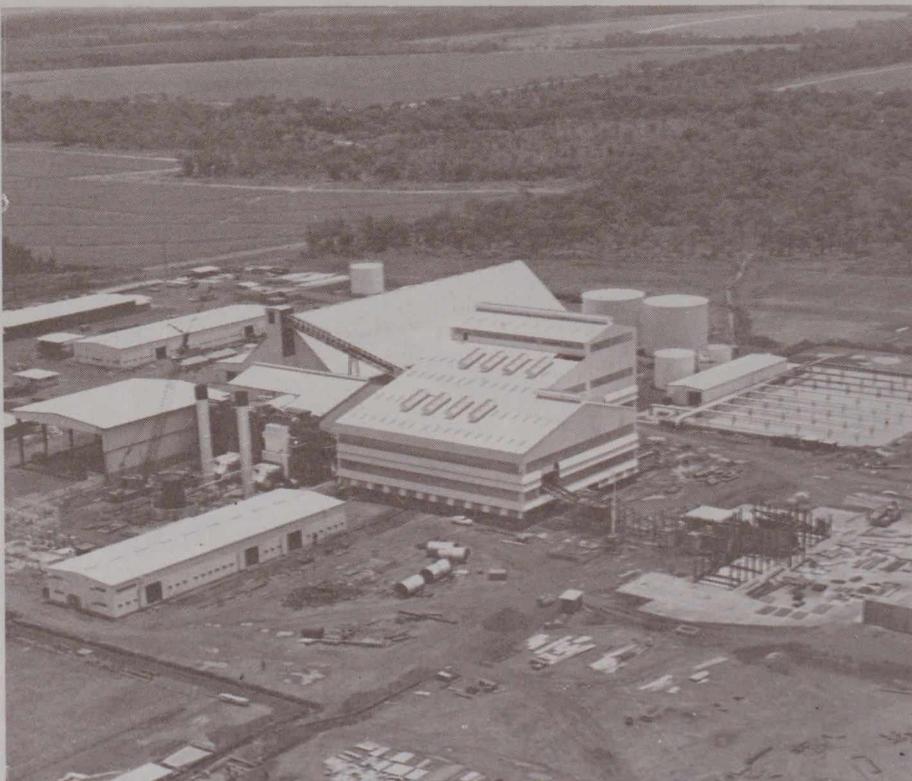


● La bibliothèque nationale d'Abidjan, fleuron de la coopération canado-ivoirienne

## Le Canada et l'Afrique



● Déchargement au port d'Abidjan de wagons et locomotives canadiens destinés à la RAN.



● Le complexe sucrier FERKÉ II est le deuxième complexe construit près de la ville de Ferkessedougou. Il a été réalisé par la Société canadienne Redpath

trification rurale dits *centres araignées* seront bientôt réalisés dans les régions de Séguéla et d'Odienné. Ces projets font l'objet d'une convention de prêt sans intérêt d'environ 7 milliards de francs CFA à l'EECI. A cela s'ajoute un don d'environ 1 milliard de francs CFA pour la prestation de services d'ingénieur-conseil. La récente visite en Côte d'Ivoire du ministre d'Etat, alors responsable de l'ACDI a permis de finaliser le financement de ces projets.

Le second secteur concerne l'hôtellerie et, plus précisément, le centre de formation hôtelière et touristique d'Abidjan (CFHTA) dont la construction s'achève sur la Riviera, non loin de l'hôtel du Golf. Le CFHTA est réalisé grâce à un don de l'ACDI d'un montant de 900 millions de francs CFA, qui a servi à fournir, notamment les plans et devis du centre, une partie de l'équipement et certains matériaux. Le centre qui doit ouvrir ses portes au début de l'année académique 1980-81, permettra d'accroître la capacité de formation du personnel hôtelier ivoirien. Il est prévu que l'ACDI fournira le personnel enseignant et certains cadres (dont plusieurs sont déjà en place), puis il y aura une ivoirisation progressive et complète. On mesure toute l'importance de ce projet lorsqu'on connaît le taux rapide d'accroissement de l'industrie touristique en Côte d'Ivoire. Précisons que le chantier de construction du CFHTA a fait l'objet d'une visite de l'Honorable Asselin au cours de son séjour en Côte d'Ivoire.

La coopération demeure l'un des principaux éléments des excellentes relations existant entre la Côte d'Ivoire et le Canada. La visite en Côte d'Ivoire de l'Honorable Martial Asselin, alors ministre d'Etat responsable de l'ACDI, a permis de faire le point de cette coopération et de préciser les perspectives d'avenir.

### *Relations commerciales canado-ivoiriennes*

Les relations commerciales entre le Canada et la Côte d'Ivoire se situent à un niveau encore modeste. Les deux pays s'appliquent à se connaître mutuellement et à exhorter les secteurs qui présentent des possibilités d'échanges commerciaux mutuellement bénéfiques. Mais, il est d'ores et déjà permis d'affirmer que les relations commerciales entre ces deux jeunes nations que sont la Côte d'Ivoire et le Canada sont promises à un avenir brillant. Deux raisons majeure-

## Le Canada et l'Afrique



res incitent à le croire : ce sont, d'une part, l'extraordinaire essor économique de la Côte d'Ivoire qui en fait un partenaire potentiel privilégié pour le Canada en Afrique de l'Ouest et, d'autre part, le désir bien arrêté du Canada d'intensifier ses relations avec les Etats d'Afrique francophone.

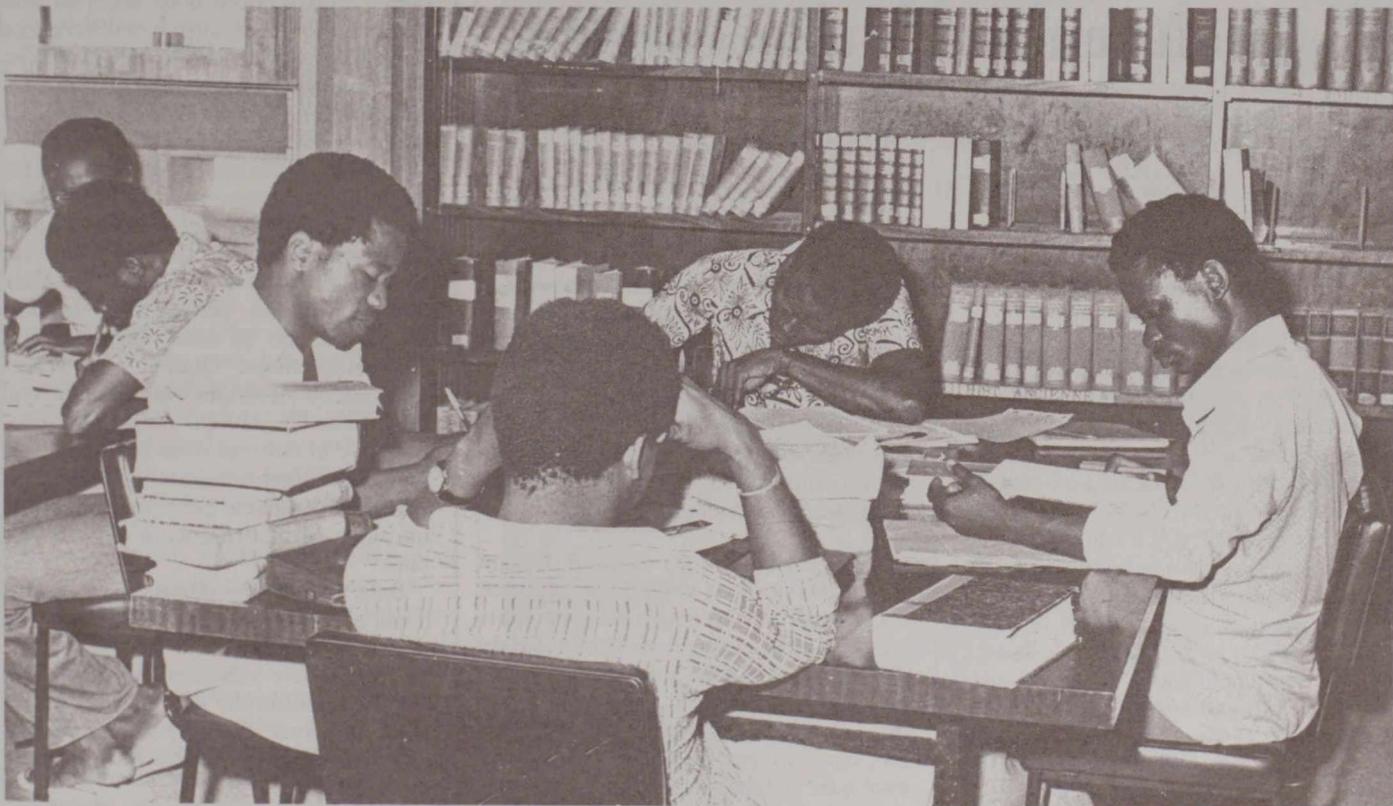
Quelques projets et réalisations attestent déjà d'une expansion certaine des relations commerciales entre la Côte d'Ivoire et le Canada. A titre d'exemple, un contrat d'une valeur de 5,8 milliards de francs CFA a récemment été conclu entre la Société ivoirienne de Construction médicale SA (SICOMED) et la Société PGL International Ltée de Montréal, en vue de la construction d'un hôpital de 210 lits à Abidjan. La Société canadienne PGL Ltée œuvre dans le

domaine de la commercialisation internationale de services multidisciplinaires, dont l'architecture, l'ingénierie, la construction et la gestion de projets, l'approvisionnement et l'assistance technique. La société a déjà à son actif des projets tels l'Ecole polytechnique de Thiès au Sénégal, et un projet de 30 écoles en Arabie saoudite.

Parmi les autres projets déjà complétés ou en voie de réalisation, mentionnons le complexe sucrier de Ferké II qui est le fruit de la collaboration entre la Sodesucre et la société canadienne Redpath. Par ailleurs, des firmes canadiennes, en collaboration avec des firmes ivoiriennes, vont mettre sur pied des projets d'exportation de produits ivoiriens (ananas, noix de cajou, café, cacao et bois) au Canada, travaillant ainsi à

l'accroissement des relations commerciales bilatérales.

Pour compléter cet aperçu des relations commerciales bilatérales canado-ivoiriennes, ajoutons que ces quelques projets devraient être bientôt suivis de plusieurs autres, notamment dans le secteur immobilier. Des possibilités intéressantes existent également dans les secteurs des pêcheries, des transports, des communications, de l'énergie, des pâtes à papier, autant de secteurs dans lesquels la compétence canadienne est reconnue. Il est certain que les deux pays ont intérêt à développer leurs relations sur le plan économique. La Côte d'Ivoire, pour sa part, trouvera au Canada la technologie nord-américaine en français. N'est-ce pas là un élément qu'on aurait tort de négliger ?



● *Etudiants ivoiriens... L'Université nationale de Côte d'Ivoire et l'Université de Sherbrooke au Canada ont des programmes d'échanges d'enseignants et de chercheurs.*

### Coopération interuniversitaire

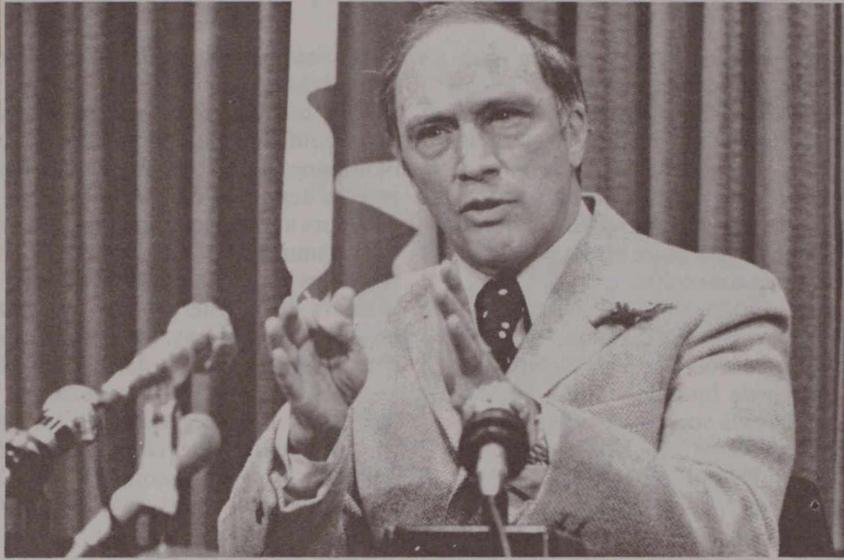
L'UNIVERSITE nationale de Côte d'Ivoire et l'Université de Sherbrooke (Québec) ont conclu un accord en vue de donner un cadre à des activités de coopération entre les deux établissements.

L'accord prévoit des échanges d'enseignants et des chercheurs, ainsi que de documentation et d'informations. Plus précisément, il stipule que l'Université

de Côte d'Ivoire s'adressera à l'Université de Sherbrooke pour lui faire connaître ses besoins en personnel enseignant. De plus, elle accueillera les universitaires de Sherbrooke qui désirent y étudier ou y poursuivre des recherches. L'accord prévoit également que les deux établissements pourront procéder à l'élaboration de programmes de recherche communs. Enfin, l'Université de Sherbrooke s'engage à collaborer à l'équi-

pement de la bibliothèque de sa partenaire, notamment par l'envoi de ses publications.

Les deux Universités souhaitent ainsi contribuer à l'avancement et à la diffusion de la connaissance, «facteur de progrès de l'humanité et de compréhension entre les peuples», ainsi qu'au renforcement des liens d'amitié qui unissent le Canada et la République de Côte d'Ivoire. ■



### Référendum québécois

*Déclaration du Premier ministre Trudeau*

Le soir du 20 mai 1980

**N**OUS vivons ce soir la démocratie dans ce qu'elle a de plus beau et de plus douloureux à la fois.

Après des semaines de campagne référendaire, le peuple a parlé. Et les Québécois ont choisi majoritairement de rejeter la souveraineté-association et d'opter pour la voie de la fidélité au Canada.

Cette victoire du NON, nous la devons à la maturité des Québécois et au travail inlassable des milliers de fédéralistes de toutes allégeances politiques qui ont accepté de s'unir sous le parapluie du NON, et de resserrer les rangs derrière leur chef Claude Ryan. Au nom de tous les Canadiens, je remercie tous ces hommes et toutes ces femmes de ce qu'ils ont accompli pour leur pays et je félicite M. Ryan d'avoir su mener ses troupes à la victoire.

Ayant moi-même combattu depuis si longtemps pour le triomphe de la cause canadienne je devrais me réjouir sans réserve des résultats obtenus. Pourtant je ne peux m'empêcher de penser à tous ces tenants du OUI qui se sont battus avec tant de conviction et qui doivent ce soir remballer leur rêve et se plier au verdict de la majorité. Et cela m'enlève le goût de fêter bruyamment la victoire.

A mes compatriotes du Québec blessés par la défaite, je veux simplement dire que nous sortons tous un peu perdants de ce référendum. Si l'on fait le

décompte des amitiés brisées, des amours écorchées, de fiertés blessées, il n'en est aucun parmi nous qui n'ait quelque meurtrissure de l'âme à guérir dans les jours et les semaines à venir.

Voilà pourquoi je suis heureux et soulagé que les Québécois et les Québécoises aient mis fin à leurs doutes et proclamé aujourd'hui, par un vote majoritaire, leur attachement au Canada.

Ce référendum aura eu au moins un avantage : celui de nous forcer, comme Canadiens, à prendre un peu plus conscience de ce que nous sommes et de l'incroyable richesse spirituelle et matérielle de ce pays. Mais confirmés désormais dans notre volonté de vivre ensemble, nous devons sans plus tarder nous appliquer à rebâtir la maison pour répondre au nouveau besoin de la famille canadienne.

Bien des choses séparaient les tenants du OUI et du NON dans ce référendum, mais tous étaient animés par une même volonté de changement. Et c'est sur cette volonté de changement qu'il faut tabler pour renouveler la fédération canadienne et redonner à tous les Québécois comme à tous les citoyens de ce pays, le goût d'être et de se proclamer Canadiens. J'espère que M. Lévesque acceptera de collaborer à cette œuvre de renouveau.

Je trouve réconfortant, pour ma part,

qu'à l'occasion du référendum québécois, les premiers ministres de toutes les provinces aient fait connaître clairement leur désir de changement. C'est là une source d'espoir pour tous les Canadiens car nous aurons besoin de toute l'ingéniosité et de toute la bonne volonté dont nous sommes capables pour faire converger les demandes des diverses provinces et répondre en même temps aux exigences d'unité et de cohérence du Canada comme patrie de tous les Canadiens.

Pour éviter que ne soit frustrée cette volonté de changement exprimée au Québec et dans tous les coins du pays, j'en appelle ce soir à la générosité de cœur et d'esprit des Canadiens. J'en appelle à notre longue tradition de partage et à notre volonté de respecter la diversité linguistique et culturelle de ce pays. J'en appelle à notre sagesse et à notre sens du compromis honorable.

Vouloir vivre ensemble entre Canadiens, c'est d'abord nous accepter tels que nous sommes, avec nos différences de langue et de culture mais aussi avec notre commun attachement aux valeurs de liberté et d'entraide qui sont au cœur de l'aventure canadienne.

Vouloir vivre ensemble entre Canadiens, ce n'est donc pas nous déraciner de notre coin de terre et renoncer à notre originalité culturelle. Comme l'écrivait Emmanuel Mounier : « Nous avons tous plusieurs petites patries sous la plus grande » et en ce sens, on peut être authentiquement Québécois, Terre-Neuvien ou Albertain tout en étant vrai Canadien. Ce miracle du partage économique et culturel dans le respect des multiples appartenances des citoyens c'est le fédéralisme qui nous a permis et qui nous permettra encore de l'accomplir.

Bien loin d'être dépassé, le fédéralisme est la voie de l'avenir pour notre monde inquiet parce qu'il est seul capable de marier efficacement le besoin d'intimité culturelle des groupes et des personnes avec les mises en commun qui s'imposent pour régler les problèmes de notre temps.

Voilà pourquoi j'invite tous les Canadiens à reprendre avec audace et vision l'œuvre de consolidation et de renouvellement de la fédération canadienne.

A ceux qui rêvent de recréer ici les vieux blocages nationaux dont le monde essaie de se débarrasser, je dis qu'au lieu de répéter l'histoire, nous pouvons la faire progresser. Il nous appartient, comme Canadiens, de montrer une fois de plus à l'humanité entière que nous ne sommes pas les derniers colonisés de la terre, mais les premiers affranchis du vieux monde des Etats-Nations. Et, avec l'aide de Dieu, nous réussirons. ■



# Aspects de l'art naïf au Canada

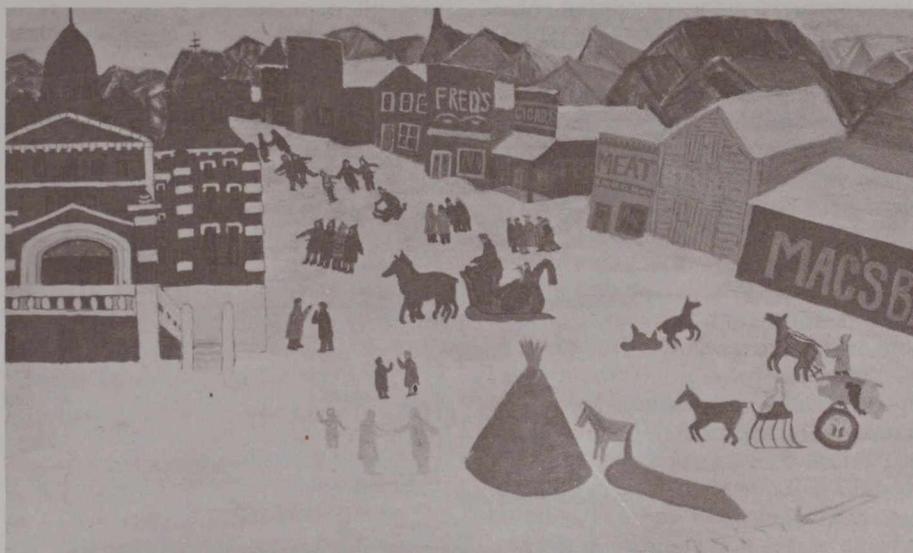
*Un retour aux sources de l'art*

**A**U fil des siècles, toutes les cultures ont donné naissance à ce que nous appelons aujourd'hui l'art naïf, c'est-à-dire l'art créé par des artistes et des artisans autodidactes à des fins très diverses, et qui se distingue généralement par son style, sa technique ou son audience du grand art, de l'art officiel ou des œuvres commandées. Il n'existe pas de terme ou d'expression consacrées pour désigner cette forme d'art et ses créations souvent stupéfiantes. Au Canada, cette forme d'expression ingénue et sans artifice, tantôt qualifiée d'art folklorique ou primitif, tantôt d'art régional ou vernaculaire, suscite peu à peu un intérêt plus que passager.

La diversité inventive des œuvres naïves interdit toute catégorisation ou classification académique, surtout lorsque certains objets plus anciens sont considérés comme des antiquités (datant de plus de cent ans). Les meilleures de ces œuvres sont le reflet rafraîchissant, nouveau, non-conformiste, parfois saisissant, du regard que leurs auteurs portent sur le monde ou la matérialisation de visions inattendues du royaume de l'imaginaire.

Assurément, nombre d'œuvres plus anciennes ont été perdues parce qu'on avait sous-estimé leur valeur intrinsèque, d'objets esthétiques ou de témoignages importants de la vie. Par ailleurs, ne pouvant être classées selon nos catégories conventionnelles, elles ont souvent été négligées par les collectionneurs, les historiens d'art et les conservateurs de musées. Généralement considérées comme en marge de l'évolution chronologique et culturelle, ces créations naïves n'en reflètent pas moins, à leur manière, des aspects de l'existence qui ont revêtu une importance capitale pour leurs auteurs.

Les hommes et les femmes qui, spontanément, et dans la joie créent ces peintures, ces sculptures, ces objets et ces structures tendent, nombreux, à s'inspirer de souvenirs de leurs jeunes années. Comme l'a dit l'un d'entre eux, «je veux que les gens sachent comment les choses étaient en ce temps-là». Ainsi, un fer-



● *Le vieil Hôtel de ville à Winnipeg de W. Martin*



● *Les oiseaux du bonheur, de Panko (collection George Swinton)*



mier des prairies peut peindre des scènes rurales peuplées de chevaux, très différentes des paysages modernes de l'agriculture mécanisée. Certains relatent avec intensité sur la toile des événements qui ont marqué leur existence, tandis que d'autres créent des structures compliquées, souvent à partir de matériaux mis au rebut dans leur jardin : plastique, bois, corde, pierre, métal, ciment, peinture et autres. L'art naïf dans son sens le plus large n'est pas entravé par les conventions, ni par les impératifs de la technique ou de la finalité. Une fois l'idée conçue, tous les moyens sont bons pour la concrétiser.

La plupart des artistes naïfs sont des personnes avancées en âge, touchant au terme de leur vie active ou déjà à la retraite. Disposant de tout leur temps, ils sont en mesure de récréer leur passé riche en souvenirs, d'embellir leur cadre immédiat ou de matérialiser leur vision d'un monde imaginaire. Nombre d'entre eux vivent d'ailleurs dans un isolement relatif, à la ferme ou dans de petits villages, pratiquement à l'abri de l'agitation urbaine et des intrusions de la vie moderne. Il ne fait aucun doute que cet art, quelle que soit la forme qu'il emprunte, quelle que soit sa bizarrerie, ou son excentricité, est source d'enrichissement, la matérialisation d'un rêve.

L'art naïf suscite aujourd'hui de plus en plus d'intérêt. Les expositions se font plus fréquentes dans les musées. Quelques amateurs se sont constitués d'importantes collections de peintures, de sculptures et d'objets naïfs contemporains, tandis que d'autres ont réuni un assortiment d'œuvres anciennes et récentes. La revue «ArtsCanada» a consacré plusieurs numéros thématiques à l'art folklorique, tandis que la télévision a fait connaître quelques-uns de ces artistes à un auditoire plus vaste. A Ottawa, le Musée national de l'Homme a procédé à des acquisitions importantes. L'intérêt du public est devenu tel que quelques marchands importants proposent maintenant à la vente des œuvres d'art naïf ou folklorique -ce qui pourrait d'ailleurs n'être qu'un bienfait relatif. Reste en effet à savoir si cette vogue sera à la longue préjudiciable à cette forme d'art, essentiellement désintéressée.

Quelques artistes naïfs sont néanmoins en quête de reconnaissance officielle et commerciale. Mais si certains cherchent activement à se faire exposer, tous ne sont pas disposés à se séparer de ce qu'ils considèrent comme une com-

posante essentielle de leur existence. Ces contradictions ne dénotent pas tant des pulsions créatrices différentes qu'une appréhension devant l'usage que l'on fera de leurs créations uniques et la valeur qu'elles prendront pour les générations futures. Le plaisir et la fierté de voir leur talent reconnu sont aussi importants pour eux que pour d'autres.

On assiste depuis peu à un curieux phénomène : certains jeunes artistes formés à l'université cherchent leur inspiration dans les œuvres des artistes naïfs. Non seulement ils collectionnent

pour leur plaisir personnel des spécimens importants de l'art naïf, mais ils sont directement influencés par lui. Certains de ces peintres et sculpteurs invoquent l'authenticité de l'expression naïve, qu'ils opposent aux valeurs culturelles des formes évoluées de l'art contemporain. Ce faisant, ils obligent les autres à réévaluer leurs attitudes à l'égard de l'art naïf et de ses multiples formes d'expression. Ces jeunes artistes admirent la simplicité, la spontanéité, l'inventivité des œuvres naïves, de même que leur abolue liberté à l'égard des contraintes



● Cheval sur roulettes du XIX<sup>e</sup> siècle. Auteur anonyme. (Collection M.V.B. Holmes)

# L'architecture canadienne

*Vivre en harmonie avec la nature*

### Introduction

 L'histoire écrite du Canada n'a pas 500 ans, mais, comme l'a observé Alan Gowans\*, l'architecture canadienne n'en reflète pas moins par sa richesse et sa diversité «tous les grands courants et toutes les valeurs essentielles de la civilisation occidentale». Mais c'est aussi l'histoire, la géographie et le pluralisme culturel de notre pays qui ont façonné sa personnalité.

Les Canadiens, manifestement, partagent nombre de valeurs dont le respect du gouvernement responsable, l'amour des libertés individuelles et collectives et un attachement profond à leur terroir. Leurs conceptions de la vie, multiples et très marquées, ont donné lieu à une architecture multiforme dont les singularités régionales se sont accusées sous l'influence des facteurs socio-économiques et environnementaux. L'évolution de l'architecture canadienne, qui a épousé celle de la société canadienne, peut se subdiviser en quatre grandes périodes :

- 1) Le combat pour la survie (des origines à 1867)
- 2) L'expansion (de 1867 à 1945)
- 3) Le laisser faire (de 1945 à 1967)
- 4) Le respect du milieu (de 1967 à ce jour).

Chacune de ces périodes se caractérise par un type particulier d'architecture traduisant concrètement l'évolution des valeurs, les grandes préoccupations nationales de l'heure et les réalisations d'une société où le rythme de vie s'est fait de plus en plus forcené.

Territoire presque vierge à l'origine,

notre pays s'est rapidement industrialisé, et à l'instar des autres sociétés avancées, il est aux prises aujourd'hui avec une foule de problèmes écologiques que les Canadiens s'emploient activement à résoudre. L'architecture canadienne reflète cette évolution.

### *Le combat pour la survie (des origines à 1867)*

Lorsque les premiers Européens débarquèrent en Amérique du Nord, les Indiens et Inuit se partageaient ce vaste continent où leur mode de vie et leur culture s'harmonisaient avec la nature. L'hostilité du milieu les obligeait à lutter pour survivre et le courage, l'autodépendance et l'esprit communautaire étaient pour eux des vertus essentielles. Dès leur arrivée, les Européens se sont employés avec zèle et détermination à mettre en valeur ce nouveau monde en défrichant les forêts sauvages et en pratiquant le commerce de la morue, des fourrures et du bois. Ils ont ainsi fait du Canada un maillon essentiel du réseau commercial international.

Les premiers colons n'ont pas adopté les types d'habitation des autochtones. Inuit et Indiens aménageaient des igloos et des wigwams pour la vie nomade et des habitations communes permanentes pour la saison d'hiver qui convenaient parfaitement à ces peuples qui tiraient leur subsistance de l'agriculture, de la chasse ou de la pêche. Les Européens, qui disposaient de méthodes, et d'outils bien différents, choisirent une autre voie.

Bien qu'élémentaires, leurs outils leur permirent d'utiliser le bois, la pierre et la terre battue pour la construction de mo-



## Le Canada et l'Afrique

destes maisons, d'églises et de postes de traite. Le commerce des fourrures, les rivalités politiques entre les mères-patries, les tensions liées à la colonisation donnèrent aussi lieu à l'érection de forts. A ces premiers abris rustiques destinés à la défense contre les ennemis et la nature inhospitalière, ont progressivement succédé des constructions beaucoup plus complexes. Les particularismes nationaux en matière de méthodes de construction, de principes, d'esthétique et de conception de la propriété donnèrent dès le départ, naissance à une architecture où se retrouvaient, adaptés aux réalités du pays, les styles de l'Europe et ceux de l'Est des Etats-Unis.

Un exemple typique en est la différence entre Québec, la française, Halifax, l'anglaise, et Niagara-on-the-Lake, d'inspiration américaine, bien que chacune d'entre elles, sise au bord de l'eau, ait été à l'origine l'emplacement d'une garnison et un siège administratif. De même, on retrouve trois styles nettement différents entre la ferme québécoise de style normand, l'éclatante blancheur de la maison de l'Est habillée de parements à clins et l'élégante maison de pierre qui, dans l'Ontario, se reflète dans la rivière Rideau. Ces différences se sont maintenant estompées, mais en 1867, chaque région avait un caractère bien particulier.

### *L'expansion (de 1867 à 1945)*

Le Canada s'est un peu développé au hasard des circonstances, souvent sous l'influence de l'évolution de la situation mondiale. A l'accroissement démographique naturel s'est ajoutée l'arrivée d'immigrants aventureux attirés par les rêves des montagnes regorgeant d'or ou, beaucoup plus prosaïquement, par le désir profond de posséder de la terre tout en fuyant guerres, famines, persécutions religieuses et pauvreté qui sévissaient dans l'Ancien Monde.

Les premiers arrivants se sont installés le long des voies d'eau navigables. Ils y ont fondé de petits villages dont les habitants se déplaçaient en bateau, en voiture, à cheval ou en traîneau et à pied.

C'est la construction du chemin de fer qui a engendré le développement de l'urbanisation. Terminé en 1885, le Canadien Pacifique qui unissait l'Atlanti-

que au Pacifique, devint le symbole de l'unité nationale et de la foi dans l'avenir. Réalisation technique remarquable, il permit l'entrée dans la confédération des provinces de l'Ouest en même temps que la diffusion des techniques nouvelles qui ont transformé notre agriculture, suscité l'implantation d'industries lourdes, de fabriques et de centres commerciaux. Cette urbanisation s'est traduite par la création de nouveaux marchés et la formation d'une main-d'œuvre spécialisée.

L'architecture de cette époque reflète son optimisme.

Témoignage silencieux du travail des milliers de Canadiens de l'Est et d'immigrants que le chemin de fer a emmenés dans l'Ouest pour y cultiver le blé, les silos des Prairies, à la forme si caractéristique, abritent les récoltes qui reprendront le train pour alimenter en sens inverse les marchés de l'Est, canadiens et mondiaux.

Brisant ce silence oppressant que l'isolement imposait aux pionniers de l'Ouest, les lignes téléphoniques ont ensuite franchi montagnes et plaines, en compagnie des câbles électriques. Les télécommunications complétaient l'œuvre du chemin de fer.

Réflétant la richesse, la confiance et la puissance des magnats de l'industrie ferroviaire, des banques, des grandes sociétés, des milieux administratifs et éducatifs, les grandes villes ont alors vu s'épanouir une version canadienne de styles classique et néo-gothique. Pierres et briques se mirent à recouvrir les charpentes de fer ou d'acier des édifices publics, tandis que, parallèlement, les membres de la classe moyenne se faisaient construire des maisons opulentes, luxueuses et confortables. Jusque dans les années '30, le style victorien fit fureur, même chez les moins bien nantis.

Survint alors la dépression qui, brutalement, paralysa la construction. Le marasme économique provoqua l'agitation sociale et l'économie ne reprit un souffle qu'avec la Deuxième Guerre mondiale.

### *Le laisser faire (de 1945 à 1967)*

A partir de 1945, après avoir participé à deux guerres mondiales et à la dépression, les Canadiens avaient acquis une conscience et une fierté nationales et ré-



## Le Canada et l'Afrique

cusaient leur position de coloniaux. Dès 1950, la société canadienne a un essor prodigieux matérialisé par un accroissement démographique sans précédent à l'explosion de l'urbanisation, l'industrialisation et l'élévation du niveau de vie.

Concuremment, des programmes de logements subventionnés pour anciens combattants et familles à faibles revenus témoignèrent de la prise de conscience sociale croissante des gouvernements. L'ensemble de la société fut saisie d'une frénésie de biens de consommation qui ne pouvait être satisfaite que par une croissance illimitée de la productivité et des profits. Pourquoi s'en faire ? Après tout nous semblons disposer de ressources naturelles inépuisables et bon nombre d'agriculteurs abandonnèrent la terre tant aimée, persuadés de faire rapidement fortune en ville.

Les jeunes ménages, désireux d'assurer sécurité et enseignement supérieur à leurs enfants, rêvaient tous du pavillon de banlieue qui leur était maintenant accessible. Pour les plus fortunés, le symbole du succès et d'un avenir devint la maison de verre, d'acier, de béton et de plastique, entièrement électrifiée. L'édification de la société moderne implique la démolition des centres des villes chargés d'histoire et la construction de grands immeubles fourmilères. On pensa qu'il était non seulement réalisable, mais souhaitable de construire en hauteur des villes entièrement alimentées par nos ressources illimitées en hydrocarbures gazeux et liquides.

Vivant dans une société d'abondance, nous voulions mettre en place pour l'enseignement, les cultes, les affaires et les arts, les structures les meilleures, même dans le cas de villes-champignons. Il y eut alors des réussites remarquables. Expo 67, qui marquait le centième anniversaire du Canada, fit la preuve de notre capacité à réaliser un environnement moderne intégré. Nous avions vaincu les solitudes du Nord et les mettions en valeur en fonction de nos besoins ; l'avenir semblait radieux !

Malheureusement, ces 25 années de développement rapide et désordonné au cours desquelles l'on avait pensé que tout ce qui était nouveau était obligatoirement meilleur, allaient avoir des conséquences imprévues et inquiétantes.

### *Le respect du milieu (de 1967 à ce jour)*

Huit Canadiens sur dix sont aujourd'hui des citadins et s'en trouvent la plupart du temps, fort bien. Mais aux préoccupations occasionnelles touchant l'intégrité du milieu urbain a succédé une profonde inquiétude quant à la qualité de la vie. Les Canadiens ont pris conscience qu'ils vivent sur une planète aux ressources «finies» que nous sommes en train de gaspiller à un rythme intolérable. Chacun se demande maintenant comment il puisse encore être possible de jouir de la beauté d'un objet façonné par l'homme alors que notre incurie et notre négligence sont en train de détruire l'environnement.

Air pur, eau propre, sol sain, autant de notions qui n'appartiendront bientôt plus qu'au passé. Impossible d'échapper à la pollution sonore ! Terres agricoles irremplaçables, et terrains vierges pleins de promesses sont souillés par l'homme ou «mangés» par l'urbanisation consécutive à l'accroissement démographique et à l'expansion des industries, des villes et des installations récréatives ! Notre patrimoine architectural disparaît... en même temps que s'intensifient les problèmes sociaux.

Si nous voulons que la nature soit accueillante pour nos enfants, il nous faut agir rapidement à partir de jugements réfléchis. Au Canada, planification et développement relèvent de tous les ordres de gouvernement : fédéral, provincial, municipal. Toute mesure politique ou législative adoptée à l'un de ces paliers joue sur celles des autres et se répercute sur le secteur privé. C'est pourquoi, et c'est là un facteur important, le public veut être entendu de tous les échelons de gouvernement -national, provincial ou local- lors des débats sur la qualité de la vie.

Quand, comment et où faut-il commencer à agir ? L'interdépendance de tous les secteurs est telle qu'il va nous falloir nous attaquer à tous les problèmes à la fois.

Il nous faut apprendre à gérer sainement le capital national que constitue notre environnement ; à normaliser et à coordonner les modes d'utilisation, de gestion et de protection des terres, urbaines et rurales ; à le faire en respectant



## Le Canada et l'Afrique

aspirations et particularismes locaux. De la même manière, si nous voulons que nos systèmes de transport soient efficaces, il nous faut harmoniser et améliorer leur planification. Il nous faut diminuer le coût du logement et diversifier au maximum les habitats polyvalents à moyenne et haute densité. Il nous faut à tout prix humaniser nos villes, et veiller à ce que la terre puisse encore être nourricière.

Une nation sans patrimoine concret, visible, n'est plus qu'un ramassis d'hommes sans passé. C'est pourquoi le Canada a mis en place des programmes de restauration des lieux historiques, tels la forteresse de Louisbourg, en Nouvelle-Ecosse qui est un modèle du genre. Nombre de maisons canadiennes présentant un intérêt historique et architectural ont été restaurées, souvent pour devenir des musées. Une attention encore plus soutenue a été apportée à la restauration de rues ou de quartiers entiers. Nos édiles municipaux, soucieux de rendre vie au cœur même de nos villes ont réglementé la hauteur des constructions nouvelles, réaffecté à d'autres usages des bâtiments anciens et veillé à ce que les formes architecturales nouvelles s'harmonisent avec le milieu.

Les vieux immeubles qui se miraient dans l'eau à Québec, à Halifax et à Victoria abritent maintenant des boutiques, des magasins d'antiquaires et des restaurants... ce qui vaut mieux que de les avoir rasés pour faire place à des routes ou des immeubles locatifs anonymes et surpeuplés. Ce retour à des structures commerciales humaines, manifestement rentable, a redonné sa place à la beauté. Ottawa, capitale de notre pays, a réussi le tour de force de redonner une âme à des immeubles ou des quartiers anciens et à en donner une à des réalisations nouvelles où il fait bon vivre. Le canal Rideau qui traverse la ville devient en hiver une des plus belles patinoires du monde et les pistes cyclables sont un véritable enchantement en été.

Restauration et conservation n'ont de chances de succès que si les gouvernements, l'entreprise et la population joignent leurs efforts, ce qui semble être le cas dans nos villes.

La planification collective est, au Canada, un concept relativement nouveau et fait l'objet de nombreuses théories. Voyons ce qui s'est passé dans le cas de trois de nos villes «nouvelles».

Fermont, 500 miles au nord-est de Montréal, conçue en fonction de la rigueur de nos hivers : cette collectivité locale sub-arctique de 5.000 habitants est construite à l'abri d'un écran brise-vent haut de 17 mètres qui sert en partie de mur extérieur à un complexe locatif. Entièrement électrifiée, ramassée sur elle-même, la ville est équipée de tout un réseau de galeries à température contrôlée qui unissent logements, centre commercial, restaurant, écoles, installations sportives et centre communautaire.

Leef Rapids, Manitoba, ville minière unique en son genre, construite sous l'égide de la province : dès les phases de la planification et de la construction, l'on a veillé à maintenir l'équilibre entre le milieu naturel si délicat du fait de la présence du pergélisol et un milieu humain que l'on voulait vivable. Exception faite bien entendu des logements et des industries, tout le cœur de la ville est sous le même toit.

Erin Mills, Mississauga, Ontario : c'est la plus grande ville nouvelle bâtie au Canada, par l'entreprise privée ; elle abritera 175.000 habitants répartis en divers quartiers formant chacun une collectivité bordée d'espaces verts. Les règles architecturales y sont très strictes et l'on ne peut s'y installer qu'à titre contractuel.

Notre époque voit un effort réel vers l'amélioration des matériaux et des méthodes de construction, la diminution des pertes d'énergie et celle de la pollution atmosphérique. Tant que les recherches en cours n'auront pas abouti, il nous sera difficile de formuler des comparaisons entre méthodes nouvelles et anciennes, tout au moins sur le plan des coûts. Il est par contre certain que nous courons à la catastrophe si nous ne poursuivons pas ces recherches.

Les Canadiens ont réussi à vaincre les obstacles naturels, et à bâtir une société moderne. Ils y ont mis peu de temps mais aux dépens de leur patrimoine commun. Il nous faut maintenant, très vite, trouver une formule souple qui nous permette, comme nos ancêtres, de vivre en harmonie avec la nature tout en bénéficiant des avantages du monde moderne. ■

\* Alan Gowans, auteur de plusieurs livres et articles sur l'architecture canadienne.



## Le Canada et l'Afrique



imposées par les styles appris, les théories compliquées et la critique moderne. A leurs yeux, l'expression naïve est un retour aux sources de l'art, un processus de régénération culturelle.

Cet intérêt des artistes pour les œuvres naïves rejoint l'intérêt suscité aujourd'hui par les arts traditionnels des cultures non occidentales. Il marque la prise de conscience du fait que les échanges culturels et l'inter-fécondation artistique sont à la base de l'enrichissement soutenu des valeurs humaines.

Nombre d'artistes inuit contemporains, sculpteurs sur saponite et graveurs, reproduisent des images de leur ancien mode de vie -du temps où, chasseurs et pêcheurs nomades, ils étaient tributaires des attelages de chiens, des kayaks et des oumiaks pour leurs déplacements. A l'instar des fermiers du sud, ils évoquent dans leurs œuvres un mode de vie disparu qui a cédé la place à notre monde technologique ; par leurs sujets, nombre de leurs créations appartiennent à la catégorie de l'« amorphisme » thématique de l'art naïf. Ces deux groupes

fondent aujourd'hui leur philosophie moins sur l'action individuelle que sur la réussite d'une interaction collective ; tous deux chérissent des souvenirs distincts qu'ils reproduisent dans des peintures, des sculptures, des gravures ou des objets.

Au sud du Canada, l'art naïf revêt selon les régions des formes très diverses et non encore complètement analysées. Cependant, au Canada français, les arts traditionnels ou populaires ont fait l'objet d'une étude approfondie. Nombre des œuvres les plus anciennes se rattachent au culte catholique -sculptures de la Crucifixion, ex voto des chapelles-quoique l'on rencontre aussi des motifs profanes. Curieusement, l'art naïf s'exprime généralement par la peinture dans les provinces des prairies, tandis qu'au Québec et dans les provinces de l'Atlantique, les gens sont plus portés à sculpter ou à construire des objets. L'art naïf ne se manifeste guère dans les grandes villes, à moins que l'on ne tienne compte des autels de jardin, des façades peintes de couleurs vives, des peintures qui or-

nent les fourgonnettes et d'autres manifestations sporadiques de non-conformisme. Cependant, et par-delà les distinctions régionales, il reste que l'art naïf est cultivé avec ferveur par des hommes et des femmes riches en souvenirs, à l'imagination fertile et fermement déterminés à exprimer leur vision personnelle du monde, quoi qu'en pensent leurs voisins.

Pour ses créateurs, l'art naïf vaut par son contenu -l'histoire racontée, le souvenir évoqué, l'objet reconstruit. Les considérations d'ordre esthétique ou les tendances générales de la culture n'entrent pas en ligne de compte. Au Canada, cette expression artistique spontanée vient enrichir l'expérience régionale et approfondir l'intérêt pour l'art, quelles que soient les formes qu'il ait empruntées dans le passé ou qu'il pourra revêtir demain. Les distinctions de classe culturelle sont abolies par la projection, authentique et imaginative, dans l'existence quotidienne de la vision d'un passé révolu ou d'un avenir possible. ■

Ronald L. Bloore, avril 1980

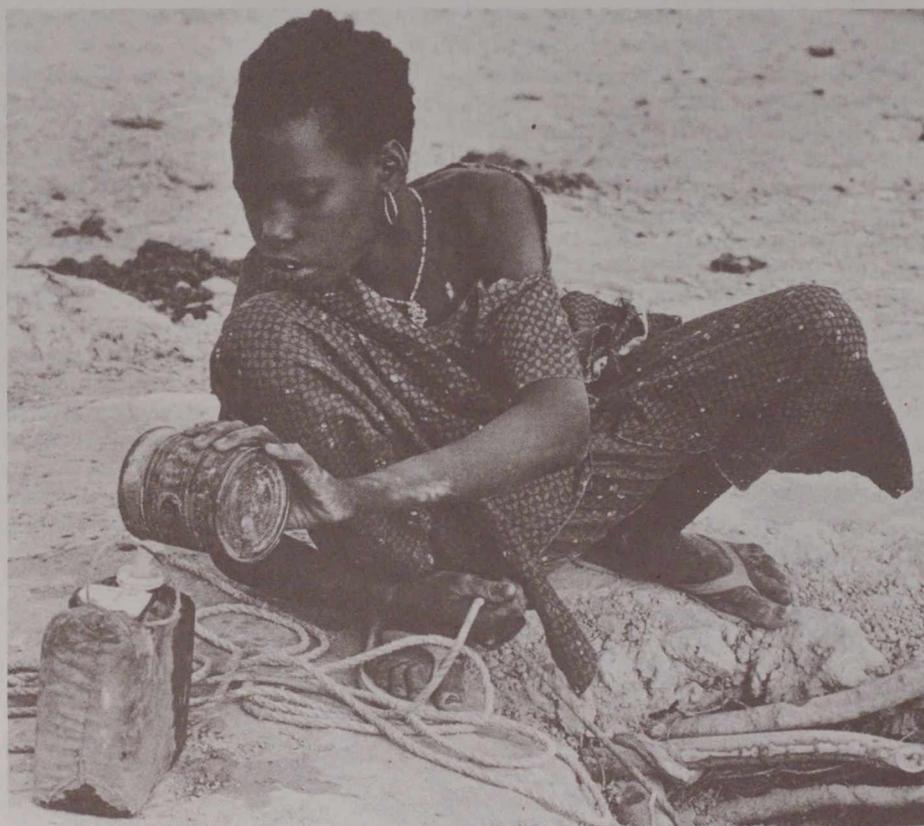


● Dahlstrom : le matin à Hardy, 1954



# “ Développement et paix ”

*Pour une assistance efficace et discrète*



● Avant le forage du puits...

**O**N ne peut évoquer la coopération entre le Canada et l'Afrique sans mentionner le rôle que jouent les organisations non gouvernementales. En effet, l'Agence canadienne de développement international (ACDI) n'est pas seule à contribuer à la solidarité entre les Africains et les Canadiens. Si l'ACDI est bien l'organisme gouvernemental le plus important qui administre l'aide publique au développement et les accords bilatéraux, un grand nombre d'organismes canadiens, laïcs ou confessionnels, manifestent leur présence sur le continent africain depuis plus de dix ans, certains depuis une cinquantaine d'années déjà. Ces organismes à but non lucratif fournissent une coopération efficace mais discrète et s'intègrent sans difficulté aux réalités des populations parmi lesquelles ils œuvrent. Parmi ces organismes on

peut citer les organismes internationaux tels la Croix Rouge Canadienne et l'OX-FAM, les organismes d'assistance financière et en personnel (SUCO, EUM, SACO...) ainsi que l'Organisation canadienne pour le Développement et la Paix (OCDP) communément appelée Développement et Paix dont nous traiterons plus particulièrement dans les lignes qui suivent.

Les communautés confessionnelles catholiques témoignent depuis longtemps de la permanence et de la continuité de ces liens de coopération particuliers. Plus de 1.500 religieux canadiens, prêtres, frères et sœurs, œuvrent dans 32 pays africains sans distinction des options politiques ou religieuses.

Les différentes actions de ces religieux sont coordonnées par «Développement et Paix» qui également est sou-

tenue par de nombreux laïcs canadiens. Cet organisme a pour objectifs de promouvoir la solidarité et la coopération par un programme d'éducation, d'animation et d'information au Canada et par le soutien financier apporté à des projets de développement socio-économique dans le Tiers-Monde. Il a déjà consacré quelques 3,5 millions de dollars à l'Afrique au cours des années 1978-79 et plus de dix millions depuis 1976.

Les activités de l'OCDP s'étendent dans plusieurs domaines variés, dont la construction des routes et des hôpitaux, le forage des puits, l'achat de l'équipement sanitaire et les programmes d'enseignement général et de formation professionnelle sont les plus tangibles. De nombreuses léproseries, cliniques rurales, centres de formation et collèges situés dans divers pays africains offrent un témoignage quotidien de ces actions. A cela s'ajoutent des projets de développement rural qui visent le développement communautaire, l'agriculture, l'irrigation, l'élevage, la pêche, la santé et les industries artisanales.

Le programme d'éducation, qui est un autre volet des activités au niveau des populations, comprend l'animation à la base, l'information par publications, la projection de films et l'alphabétisation. En plus de toutes ces activités liées au développement, l'OCDP intervient dans les domaines d'urgence, qu'il s'agisse des calamités naturelles ou des problèmes humanitaires dus à la guerre.

«Développement et Paix» est financé d'une part par des sources privées à travers des campagnes de collecte, auxquelles s'ajoutent les dons spéciaux, et d'autre part par des sources gouvernementales par le biais de l'ACDI, et par la contribution des gouvernements des quatre provinces de l'Ouest canadien : le Manitoba, la Saskatchewan, l'Alberta et la Colombie britannique.

«Développement et Paix» est avancé par rapport aux organismes gouvernementaux en ce qu'il peut œuvrer à

## Le Canada et l'Afrique



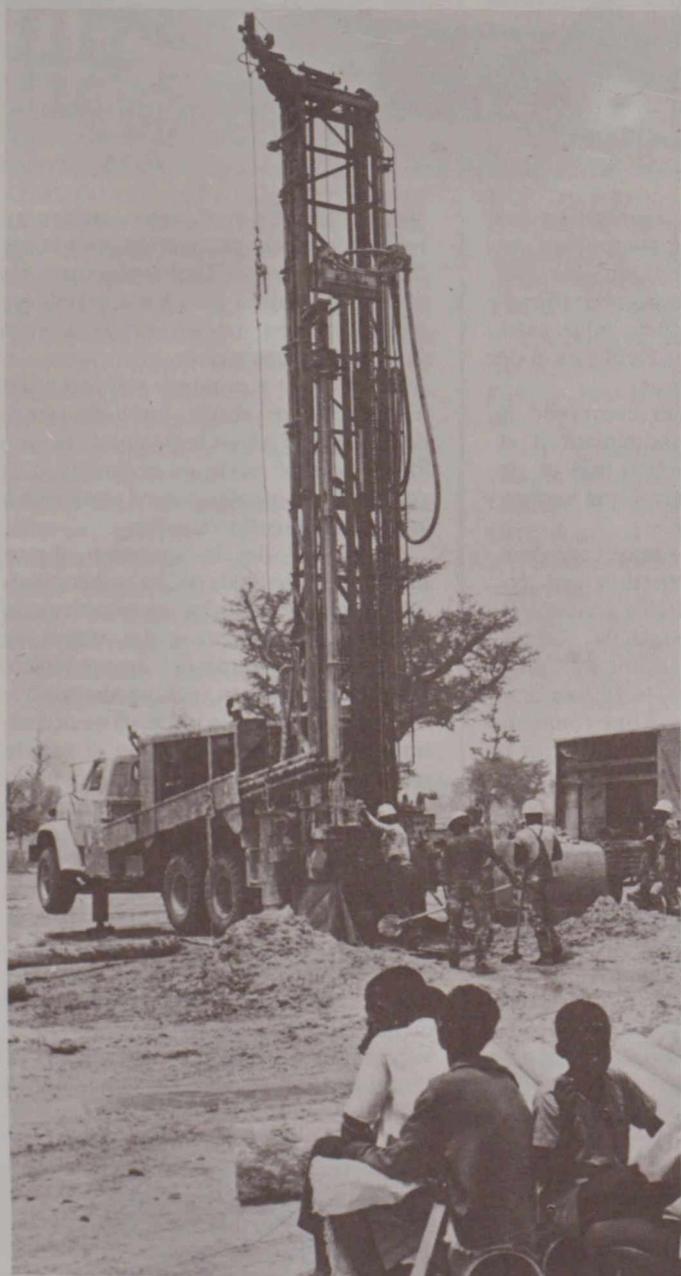
des niveaux et dans la des régions où le gouvernement ne peut agir. La participation majoritaire et le bénévolat de son personnel lui garantissent l'indépendance et la rapidité dans l'exécution des projets entrepris. Ses membres peuvent s'adapter facilement aux réalités locales et agir avec la participation des populations pour assurer la relève une fois les projets réalisés.

Auparavant, les projets étaient des initiatives des missionnaires canadiens,

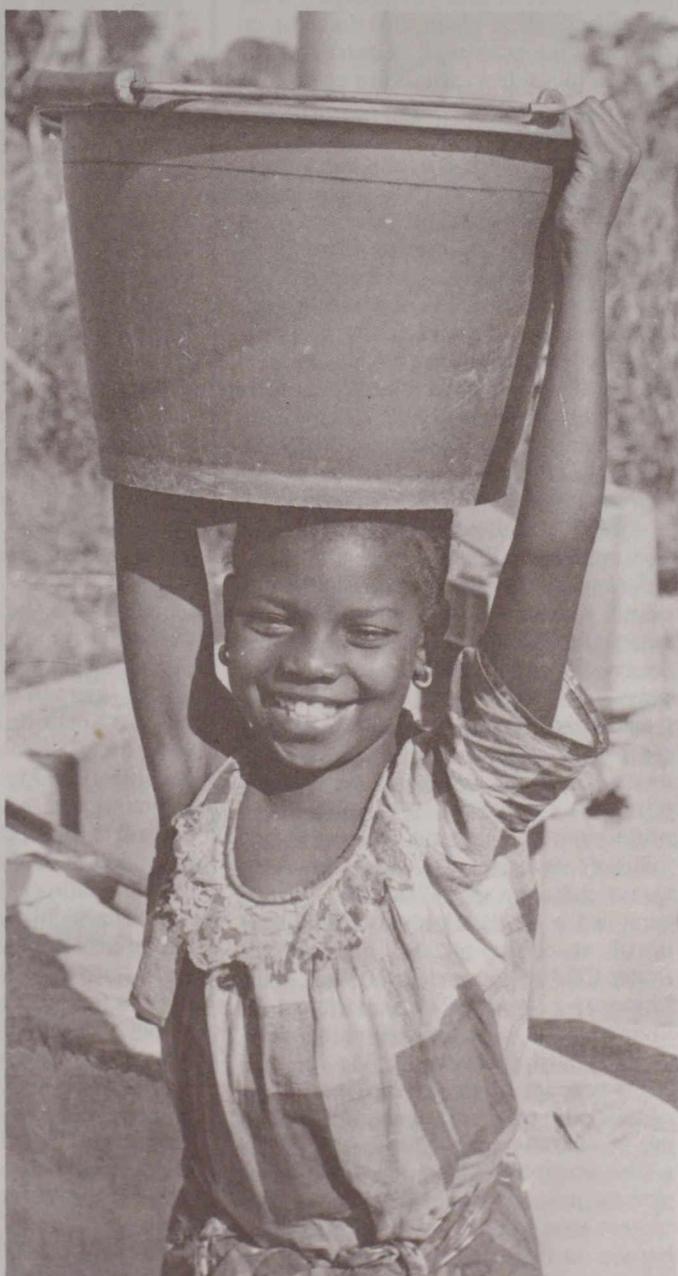
aujourd'hui, ils sont dans les mains des homologues africains. Il est ainsi par exemple au Cameroun où le Cardinal Léger a confié ses centres hospitaliers aux Camerounais formés par des missionnaires. Il en est ainsi également dans plusieurs collèges d'enseignement où la relève a été assumée par des enseignants africains. Au Rwanda, où des pères dominicains ont créé une université, leur présence se limite aujourd'hui au seul révérend père Pelletier qui y travaille encore pour la mise en place des caisses

populaires inspirées par l'exemple du Québec.

L'OCDP est un organisme qui œuvre dans le respect de la personne humaine et des droits de l'homme. Il apporte l'aide directement aux populations concernées, sans que leurs projets soient alourdis par un nombre excessif d'intermédiaires. Les populations y adhèrent et la disposition très positive de tous les gouvernements africains concernés témoignent des résultats concrets dans ces activités. ■



● Le programme hydraulique est un volet important des activités des missionnaires canadiens



● La joie et le bonheur procurés par le nouveau puits se lit sur le visage de cette petite porteuse d'eau.



# La pêche artisanale

*Echanges d'expertise*

**L**a pêche constitue, après l'arachide et les phosphates, la troisième mamelle économique du Sénégal. C'est le sous-secteur qui procure les ressources les plus constantes étant donné qu'il n'est pas soumis aux aléas du climat et du marché international, contrairement aux secteurs de l'agriculture et de l'industrie extractive.

Vu que 70 % de la production vient de la pêche artisanale, il a fallu aux autorités sénégalaises définir très tôt une stratégie de développement pour arriver à une exploitation rationnelle et moderne des ressources halieutiques. En 1972, le Canada s'engagea, en coopération avec le gouvernement sénégalais, à entreprendre la motorisation des pirogues et créa le Centre d'assistance à la motorisation des pirogues. En 1976, à la fin de l'intervention canadienne, l'objectif avait été atteint et quelques 3.600 moteurs avaient été livrés aux pêcheurs.

Après cette première phase qui consistait à modifier la pêche traditionnelle, par un apport de technologie moderne, il restait à organiser le circuit de commercialisation des pêches et à résoudre les problèmes du stockage des poissons. C'est là que la coopération canadienne est intervenue de nouveau grâce à la création du Centre d'assistance à la pêche artisanale du Sénégal (CAPAS) à Thiaroye. Il s'agit là d'un projet dont le coût total s'élève à 3,142 milliards de francs CFA. La participation canadienne, par le biais de l'Agence canadienne de développement international, se chiffre à 2,142 milliards de francs CFA et l'apport du Sénégal, sous forme de personnel, de matériel et de financement, sera approximativement d'un milliard de francs CFA.

Le premier objectif de ce projet de coopération consiste à améliorer la qualité et le traitement des produits de la pêche artisanale et à étendre la distribution du poisson frais progressivement à travers tout le pays pour satisfaire les besoins croissants de la population en protéine animale. Le projet vise à organiser et à rendre fonctionnel un système intégré de gestion, de conditionnement,



de conservation et de distribution des produits de la pêche en s'appuyant sur les structures coopératives des pêcheurs. D'autre part, les pêcheurs bénéficieront de meilleurs prix pour leurs prises n'étant plus dans l'obligation de vendre aux intermédiaires.

L'ensemble du projet comprend la construction du siège administratif et technique du CAPAS (160 m<sup>2</sup>) et de huit centres de mareyage d'une surface couverte.

Le premier centre de mareyage dont les travaux de construction ont été inaugurés par le Secrétaire d'Etat à la pêche maritime du Sénégal, M. Robert Sagna, et par l'Ambassadeur du Canada, M. Jacques Asselin, le 18 juin dernier, sera celui de Kayar, à une cinquantaine de kilomètres de Dakar. Kayar a été choisi comme premier maillon de ce projet pour la raison que ce village produit 30 % des prises nationales et approvisionne Dakar pour 75 % de sa consommation. Les autres centres seront répartis le long de la côte et, dans une première phase, pourront se réaliser à Rufisque, Joal et Mbour.

Tous les centres de mareyage seront munis d'équipement d'atelier et de traitement de poissons ainsi que de chambres frigorifiques et de machines à fabriquer la glace en paillettes. Il est également prévu que ces centres seront reliés aux points de traitement et de consommation par des camions frigorifiques fournis par le Canada.

La réorganisation de la commercialisation des pêches permettra donc aux populations habitant à l'intérieur du pays de manger du poisson frais tous les

matins. D'autre part, les pêcheurs ne verront plus leur production pourrir sur place par manque d'infrastructure. Ce seront donc aussi bien les producteurs que les consommateurs qui profiteront de cette réorganisation.

Le Sénégal a exprimé son intention d'accorder un statut juridique autonome au CAPAS en le dotant de la qualité de société mixte ou nationale. Les coopératives locales seront associées à la gestion de cette structure.

Quant au volet de formation, il permettra aux agents de pêche et aux présidents et personnel des coopératives de participer au Canada à des stages en économie coopérative, comptabilité, administration et techniques audiovisuelles. Des stages intensifs de perfectionnement seront également organisés et des techniciens nationaux recevront une formation dans les techniques de réfrigération et d'entretien d'équipements frigorifiques.

Aussi bien pour le Sénégal que pour le Canada, la pêche est un secteur vital, et il est donc tout à fait naturel que le Canada, bordé par trois océans et possédant les côtes maritimes les plus longues du monde, s'associe aux efforts du gouvernement sénégalais pour améliorer la rentabilité de ce secteur. Bien que la coopération canadienne s'intéresse à de nombreux secteurs - développement rural, énergie, éducation, santé et communication - entre autres, celle effectuée dans le domaine de la pêche s'est avérée particulièrement bénéfique du point de vue de l'emploi, de l'alimentation et du développement social des populations. ■



# Les Inuit

### Promoteurs du développement du Nord canadien

**L**es Français et les Anglais constituent les deux principaux groupes linguistiques et culturels du Canada, il ne faut pas oublier que plus de 6 millions de Canadiens sont d'une origine ethnique différente. Dans cette mosaïque culturelle, les Inuit témoignent, par excellence, de l'adaptabilité de l'homme. Aucun autre peuple sur terre n'a affronté et surmonté des conditions de vie aussi dures que les leurs. Pendant neuf mois d'hiver, les 2.600.000 km<sup>2</sup> de l'Arctique septentrionale offrent le spectacle d'une triste région de neige, de glace et de roches, balayée par des vents plus secs que ceux du Sahara et des blizzards plus dangereux qu'une tempête de sable dans le désert. Aussi ne faut-il pas s'étonner du fait que, pour beaucoup, le mot «Inuit» soit synonyme d'igloos, de traîneaux à chiens, de paysages désolés balayés par la neige et qu'on ne puisse représenter l'Esquimau autrement que sur son traîneau, fouettant ses chiens, ou en train de manœuvrer un kayak entre les glaces flottantes, à la poursuite d'un phoque ou d'un morse. Dans la plupart des écrits relatant la vie des Inuit, réalité et fiction sont indissociables.

Pendant de nombreux siècles, les Es-

quimaux canadiens ont été totalement isolés du reste du monde. Menant une vie paisible dans leurs immenses territoires, ils croyaient constituer la seule race humaine et s'appelaient eux-mêmes «Inuit», c'est-à-dire «les Hommes».

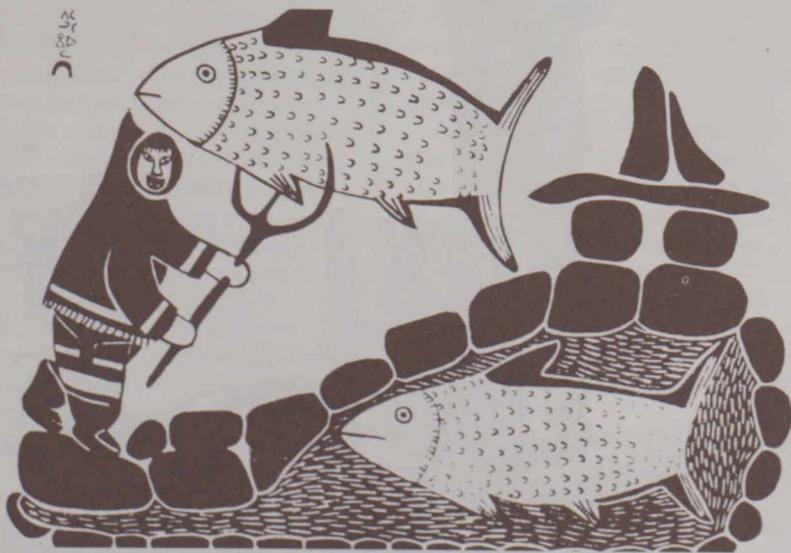
Leur langue, l'inuktitut, possède une grammaire très complexe; les suffixes y jouent un rôle important et un seul mot d'esquimau peut rendre toute une phrase française. Par exemple, *tuktou*, signifie «un caribou» *tuktoujuak*, «un gros caribou»; *tuktoujuakseokpunga* devient «chassera un gros caribou» et *tuktoujuakseokniakpunga*, «je chasserai un gros caribou». Langue parlée à l'origine, l'inuktitut a été transcrit en caractères basés sur la syllabation de la langue des Cris, écriture actuellement très répandue dans le centre et l'est de l'Arctique.

S'il y a moins de 100.000 Inuit dans le monde (environ 22.000 dans le Nord du Canada, 33.000 en Alaska, 40.000 au Groenland, et 1.200 en Sibérie orientale), leur territoire immense s'étend sur quatre pays.

On connaît relativement peu de choses des ancêtres des Inuit canadiens. Il y a 30.000 ans, la totalité du territoire canadien actuel était couverte de glaces.

Une vaste plaine d'une largeur de 1.200 à 1.600 km s'étendait des montagnes de la Sibérie à l'Alaska et reliait l'Asie au continent nord-américain, ce qui explique que la culture inuit ait probablement ses racines les plus anciennes du côté asiatique. Un courant migratoire aurait amené les Esquimaux à traverser le pont de Béring pour s'établir alors à l'est du Canada, au Groenland. Quoique les archéologues ne s'entendent pas encore sur l'origine et l'existence de plusieurs cultures distinctes, ils conviennent généralement du fait que les Inuit canadiens du XX<sup>e</sup> siècle sont les héritiers directs de la «culture de Thulé» (Groenland).

Les explorateurs normands, français et anglais ont eu certains contacts avec les Esquimaux de la côte est du Canada et des divers bassins de l'Arctique. La plupart de ceux-ci habitaient les régions côtières, chassant les mammifères marins, et les animaux sauvages. Phoques, morses, poisson, baleines, ovibos, ours polaires et caribous leur fournissaient la viande dont ils se nourrissaient, l'huile avec laquelle ils se chauffaient et s'éclairaient, et les peaux nécessaires à la construction de leurs tentes, de leurs bateaux ou à la confection de vêtements et de bien d'autres choses. Au cours des longs mois d'hiver, les familles inuit vivaient dans les igloos. Les Inuit savaient parfaitement comment survivre dans des conditions climatiques extrêmes. C'est là sans doute une remarquable caractéristique de leur culture. Jusqu'au XIX<sup>e</sup> siècle, leur mode de vie ne fut guère touché par la visite des Européens. Par la suite, les baleiniers britanniques et américains sont arrivés, amenant avec eux des bateaux de bois, des outils de métal et des biens européens, et du tabac. Les ressources sur lesquelles les Inuit comptaient pour vivre, notamment la baleine, l'ovibo et l'ours ont alors grandement diminué. De plus, un grand nombre d'Inuit sont morts des suites de maladies contractées au contact des Européens. A mesure qu'elle déclinait, au cours du XX<sup>e</sup> siècle, l'industrie baleinière se trouvait graduellement



● Les Inuit sont aussi de grands artistes. Ils illustrent souvent l'harmonie qui règne entre l'homme et son habitat naturel



remplacée par le commerce des pelleteries et une fois de plus, la vie des Inuit fut profondément modifiée, l'évolution s'étant particulièrement accélérée après la seconde guerre mondiale avec l'avènement du transport aérien sur de longues distances c'est-à-dire la fin de l'isolement de l'Arctique canadien.

De nombreux changements se sont produits dans le Nord ces dernières années. Dans le cadre de son programme de défense, le gouvernement y a établi des postes de radar et aménagé des terrains d'aviation. D'autre part, le Nord a fait l'objet d'une exploration minière systématique. Les Inuit furent invités à délaisser leurs camps de chasse pour s'installer dans les localités plus importantes. Par le biais de programmes globaux mis en œuvre par le gouvernement fédéral dans divers secteurs (éducation, affaires sociales, administration locale, expansion économique), les Inuit se sont intégrés à la société canadienne, tout en conservant leurs coutumes et aspirations propres. Le chien d'attelage que son maître menait à travers les étendues neigeuses et le kayak des chasseurs de phoques et de baleines ont, dans une large mesure, été remplacés par des moto-neige à essence, des canots automobiles et des aéronefs. Les systèmes de communications par satellite fournissent aux collectivités du Nord des services de radio, de téléphone et de télévision.

### *Les coopératives*

Les nouvelles communautés esquimaudes sont devenues le moteur du changement social dans le Nord, notamment grâce au développement des coopératives de production et de vente. Les coopératives ont été créées, à l'initiative du gouvernement canadien, pour encourager les Esquimaux à participer à l'économie locale et pour que le profit leur en revienne. En même temps, un programme de formation a été mis sur pied. La première coopérative a été fondée en 1959 ; en 1970, il y en avait quarante. De 1959 à 1970, l'ensemble des coopératives avait rapporté deux millions de dollars canadiens.

La plupart d'entre elles sont des coopératives de pêche, de chasse, d'exploitation des forêts, de confection de vêtements de fourrures et d'artisanat d'art (sculptures, estampes). Parfois elles n'ont fait que reprendre et réorganiser une activité existante, mais souvent des

activités nouvelles ont été ajoutées. Ainsi prirent naissance des conserveries, des commerces de détail, des campements pour touristes, des imprimeries, des entreprises de construction, de nouveaux services municipaux. De toute façon, même lorsqu'une coopérative se livre à des activités coutumières, c'est une entreprise soumise à l'économie de marché.

Les armes et outils de l'Inuit, chasseur et sculpteur hors pair, ont toujours été conçus et façonnés avec soin. Tirant parti de quelques matériaux bruts que leur offrait l'Arctique -ivoire, ossements d'animaux, ramures de cerf, bois de grève ou pierre- les Inuit sculptaient des figurines illustrant l'harmonie qui règne entre l'homme et son habitat naturel. De

nos jours, la sculpture -que son but soit commercial ou non- est l'une de leurs occupations courantes. Nombre de sculptures inuit sont vendues dans le monde entier par l'entremise de coopératives locales qui assurent au sculpteur ou au graveur une partie des profits réalisés.

Les Inuit canadiens ont prouvé qu'en dépit de leur évolution et des pressions qu'engendre la mise en valeur du grand Nord, ils avaient su conserver leur caractère culturel distinctif et leur valeur traditionnelle. Leur culture, leurs valeurs et leurs traditions transcendent la seule création de sculptures-souvenirs : c'est un mode de vie qu'ils se sont transmis d'une génération à l'autre et ils sont décidés à le préserver. ■



● *Le séchage de la peau d'ours*



# L'Institut de coopération internationale

*Nouvelle orientation des études de développement*

**L'**INSTITUT de coopération internationale (ICI) a eu dix ans à l'automne 1978.

Son champ d'action demeure toujours la coopération internationale au service du développement en Afrique, en Amérique latine et en Asie, même si ses préoccupations sont surtout centrées pour le moment sur l'Afrique francophone et ses modalités d'intervention ont évolué selon les services qu'on lui a demandés. Rattaché à la Faculté des Sciences sociales de l'Université d'Ottawa, dès l'origine, puis à la Faculté d'Administration par la suite, l'Institut constitue, depuis juillet 1978, une unité scolaire et administrative rattachée au vice-recteur à l'enseignement et à la recherche.

L'Institut se caractérise par une action orientée vers les aspects pratiques et interdisciplinaires du développement international et il atteint ses objectifs par la mise en œuvre de programmes dans les domaines de la recherche appliquée, de l'enseignement et de projets de coopération dans les pays du Tiers-Monde.

Dans le domaine de l'enseignement, l'Institut offre, depuis septembre 1969, un programme d'études en développement international (PRODEV). En août 1978, l'Institut, dans un but de flexibilité scolaire et administrative, a reçu l'approbation du Sénat pour agencer ce programme, qui était jusqu'à cette date composé de cours annuels, en cours semestriels. Ce programme de formation, à caractère interdisciplinaire, comprend huit séminaires semestriels, un cours annuel de langue étrangère, ainsi que la rédaction d'un mémoire ou d'un rapport de stage pratique (ou l'inscription à deux cours semestriels choisis parmi les cours offerts par d'autres départements de l'Université). Le PRODEV est couronné par le Diplôme en coopération internationale. En 1978-79, dix-huit (18) étudiants se sont inscrits à temps complet, alors que trente-sept (37) ont poursuivi leurs études à temps partiel. Dix (10) étudiants ont reçu le diplôme à la collation des grades d'octobre 1978 et seize (16) à celle de mai 1979.

Conformément au mandat qui lui est

confié par l'article VI des statuts (annexe A), l'Institut prépare un projet de maîtrise professionnelle en coopération internationale et développement.

En juillet 1978, l'Institut, en collaboration avec le Service de l'Éducation permanente, a offert une session d'études de quatre semaines en gestion des programmes de développement international. Cette session, à laquelle ont participé douze (12) étudiants, s'est déroulée à Cotonou, à Lomé et à Ouagadougou, sous la direction du professeur Guy Claveau.

Du 31 février au 31 mars 1979, l'Institut a tenu un atelier traitant du sujet suivant : « Politiques d'éducation et promotion du développement en Afrique ». Cet atelier s'est échelonné sur cinq réunions groupant une trentaine de participants.

Au cours de l'année 1978-79, deux conférenciers de marque ont enrichi les enseignements de l'Institut. Le directeur de l'Institut international d'études et directeur adjoint du Bureau international du travail de Genève, Albert Tévoédjéré, a donné devant un auditoire de plus de 200 personnes la conférence inaugurale de l'année universitaire, qui s'intitulait « Un défi à relever : le contrat de solidarité ». Le professeur Jorge A. Sabato de la Fundación Bariloche (Argentine) a donné un séminaire sur le thème suivant : « Science, technique et pays en voie de développement ».

Au titre de la coopération, selon ses statuts, l'Institut vise à faciliter la participation universitaire à des projets de développement qui font appel aux ressources professionnelles et techniques de l'Université. L'année universitaire 1978-79 a été une année de transition ; au cours des prochains mois, l'Institut poursuivra l'établissement des liaisons nécessaires à une action significative dans ce secteur.

L'Institut est cependant responsable, depuis 1974, d'un projet de coopération bilatérale canado-béninois visant à la mise sur pied et au bon fonctionnement du Centre de Formation administrative et de Perfectionnement (CEFAP) de l'Université nationale du Bénin. Par un

contrat de services avec l'Agence canadienne de développement international d'une durée de cinq ans, six professionnels se sont consacrés à ce projet. Ce projet qui a pris fin en novembre 1979, sera vraisemblablement prolongé par une période de désengagement d'au moins deux ans au cours de laquelle l'action sera concentrée sur la formation du personnel universitaire béninois, ainsi que sur des programmes de perfectionnement pour répondre aux besoins de la Fonction publique béninoise. Le projet CEFAP est sous la responsabilité du coordonnateur de la coopération.

En février 1979, Gérard Aubry et Serge Monette ont effectué une mission d'analyse et d'évaluation au Rwanda et au Burundi. Au Rwanda, la mission donnait suite à une requête présentée par le ministère des Affaires étrangères rwandais sollicitant la collaboration de l'Institut pour l'étude des conditions de mise en place d'une Ecole nationale d'administration dans ce pays ; un rapport a été préparé par la mission et présenté aux autorités rwandaises.

Au Burundi, la mission répondait à une invitation du ministre de la Fonction publique, premier responsable du Centre de Perfectionnement des Cadres, qui fait l'objet d'un projet de coopération parrainé par la Direction générale de la Coopération technique pour le développement des Nations-Unies. L'Institut demeure en liaison avec les intéressés et pourrait être amené à présenter une offre de services dès le début de l'année 1980.

L'année académique 1978-79 fut marquée par des changements importants, tels que l'approbation des statuts, les changements de personnel et l'intégration administrative du Service de documentation au réseau des bibliothèques de l'Université. Certaines modalités d'action sont nouvelles, mais les objectifs de coopération internationale au service du développement demeurent. Somme toute, un effort de rationalisation des ressources et une plus grande intégration à la vie de l'Université constituent les points saillants de l'année académique 1978-79. ■



# Le Canada et l'Afrique



## Tournée du mime Claude Saint-Denis



Au mois de mai, les publics sénégalais, ivoirien, camerounais et gabonais ont eu l'occasion d'apprécier, successivement, le talent original du mime Claude Saint-Denis pour qui il s'agissait d'une grande première en terre africaine. De manière intéressante et même drôle il a fait découvrir aux spectateurs ce qu'est l'art du mime. Premier gagnant du concours «*La couronne d'or*» du réseau français de télévision de Radio-Canada, professeur d'improvisation au conservatoire national canadien d'art dramatique et fondateur de l'atelier de mime Claude Saint-Denis à Montréal, il a développé l'art du mime à partir des scènes de la vie quotidienne, la vie avec ses drames et ses situations pittoresques, tragiques ou comiques.

## Résultats du référendum du 20 mai

Par 59,5 pour cent des suffrages, les électeurs québécois ont refusé au gouvernement actuel du Québec le mandat que celui-ci demandait pour négocier la souveraineté-association avec le reste du Canada. Quelques 84 % des électeurs inscrits se sont présentés aux urnes, ce qui constitue un record. Les Québécois ont ainsi exprimé leur volonté de rester au sein de la confédération canadienne. Le nombre des partisans du «non» s'est élevé à 2.165.805 en regard de celui des tenants du «oui» qui s'établissait à 1.476.249.

Une collection de 1200 volumes destinée à l'Ecole des Bibliothécaires, archivistes et documentalistes (EBAD) de l'Université de Dakar a été offerte par l'Association pour l'avancement des sciences et techniques de la documentation (ASTED) dont le siège est à Montréal. L'envoi de cette collection a pu se réaliser grâce à l'apport de la bibliothèque nationale du Québec et du ministère des Affaires extérieures du Canada. A cette collection s'ajoute un don de 15

## Don de livres à l'EBAD

volumes offert par la bibliothèque nationale du Québec.

Lors de la remise de ces deux dons l'Ambassadeur du Canada au Sénégal M. Jacques Asselin a également offert à la Bibliothèque principale de l'Université de Dakar un lot de 150 livres de littérature canadienne qui s'inscrit dans un programme annuel de dons de livres du ministère des Affaires extérieures du Canada.



● Geste symbolique : l'ambassadeur du Canada remet un lot de livres à M. Bouso, directeur de l'EBAD

## 100<sup>e</sup> anniversaire de la Galerie nationale du Canada

C'est le 6 mars 1880 que le marquis de Lorne, gouverneur général du Canada, inaugure la Galerie nationale du Canada et l'Académie royale des arts du Canada à l'occasion de la première exposition d'œuvres des membres de cette société à l'hôtel Clarendon, à Ottawa. Pour commémorer cet événement, la Galerie nationale du Canada organise, au cours de

l'année 1980, plusieurs expositions dont la première est consacrée aux estampes. Parmi d'autres expositions on peut citer celles intitulées «*La Photographie ou l'œil magique*», «*Le jeune Van Dyck*», «*Estampes par David Milne*» et «*Desins d'Alfred Pellan*». De nombreux dons faits à la Galerie nationale du Canada au cours des dix dernières années font également l'objet d'une série d'expositions.

Photo couverture : Tissu typique de la Côte d'Ivoire Maquette : Georges - Lou O'Connor

La revue «*Le Canada et l'Afrique*» peut être obtenue gratuitement sur demande auprès de l'une des ambassades du Canada.

Nos lecteurs sont invités à nous faire connaître leurs critiques sur le contenu de cette publication.

Imprimé aux NIS à Dakar - Directeur de publication : M. Richard Tétu